

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 126 (1981)
Heft: 6

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344384>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

On a toujours une armée chez soi; quand ce n'est pas la sienne, c'est celle d'un autre. Le Liban éprouve cette sinistre évidence, en triple exemplaire. Et la «communauté internationale», qui n'a rien fait d'utile pour imposer, quand il en était temps, le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ce malheureux pays, est aussi coupable que le sont les intrus poursuivant leurs intérêts antagonistes.

Sans doute l'unité et l'homogénéité du Liban étaient-ils une gageure, qui a tout de même été tenue aussi longtemps que les Libanais n'eurent affaire qu'à eux-mêmes. Le ferment nassériste, diviseur du monde arabe, et le privilège, reconnu en 1969 à la «Lutte armée» palestinienne, de conduire ses opérations contre Israël à partir de son campement libanais, ont engendré non seulement la guerre civile, mais encore la guerre internationale. Les Israéliens se sont jugés en droit d'intervenir, par riposte ou action préventive, contre l'OLP ennemie et ses bases. La Syrie a pris prétexte du désordre interne du Liban pour y imposer une présence militaire et un protectorat politique qui peuvent servir aussi bien l'ancien rêve hégémonique de Damas que celui, plus récent, d'effacer les défaites du Golan et de prendre sur Israël une revanche décisive.

Les Syriens contrôlant et soutenant à la fois les Palestiniens, les Israéliens se faisant fort d'empêcher la destruction de la population chrétienne après avoir pris sous leur protection active le glacis de l'«enclave chrétienne» formée au Sud-Liban par le major Haddad, et le gouvernement de Beyrouth s'efforçant — mais ce n'est pas l'affaire d'un jour, ni même d'une année — de reconstituer une armée capable de concrétiser la souveraineté nationale, le risque était latent d'une rupture de l'équilibre de présence auquel Damas et Jérusalem s'étaient résignés non sans arrière-pensées. En durcissant et en s'efforçant dès le début d'avril d'étendre à la montagne libanaise leur occupation de la vallée de la Bekaa, le motif étant que les milices chrétiennes tentaient

d'améliorer leurs communications avec Zahlé, les Syriens ont suscité en Israël une inquiétude d'ailleurs réciproque. Car la Bekaa est une pénétrante à double sens. Les suites: diversion israélienne sur les positions palestiniennes au Sud, hélicoptères syriens abattus sur la Bekaa par la chasse israélienne, implantation de missiles sol-air syriens en territoire libanais, concentrations de part et d'autre dans la région du saillant israélien de Metulla, se sont logiquement enchaînées.

Si elle ne va pas, ou pas encore, jusqu'au règlement de comptes déclaré, la guerre internationale qui se livre, larvée, sur le corps du Liban, met au minimum en question des éléments caractéristiques de la situation. D'une part, la maîtrise de l'air par les Israéliens sur une bonne moitié du Liban, leur soutien, concrétisé par le ravitaillement du port de Jounieh, des forces nationalistes libanaises; d'autre part, la domination, politiquement et stratégiquement essentielle, de la vallée de la Bekaa et de son enceinte montagneuse par les Syriens, comme aussi leur jonction avec les forces palestiniennes. Pour sortir de ce pétrin, il faudrait renvoyer Israéliens et Syriens chez eux, et geler les Palestiniens dans leurs camps dits de réfugiés. Mais le Liban n'en a pas la force, et les puissances influentes dans la région n'en ont pas la volonté. Les Etats-Unis ne peuvent lâcher Israël, «leur plus sûr allié au Proche-Orient» selon M. Begin, mais ils le retiennent par ses basques, afin de ne pas compromettre l'acquis de Camp David et de ne pas pousser leur ami Sadate à se montrer plus pro-palestinien qu'il ne l'est, afin aussi de ménager l'Arabie Saoudite, nouvelle pièce maîtresse de leur stratégie dans le secteur du golfe Persique. L'URSS se garde bien de faire reculer son allié syrien et son protégé palestinien, dont elle a au contraire intérêt à conforter la position. S'il y a un freinage possible sur la pente de la guerre ouverte, il n'est donc dû ni à l'action pacificatrice des Grands, ni, bien sûr, à l'ONU inerte, paralytique et tout juste capable de glisser ses Casques bleus entre le marteau et l'enclume; il résulte de l'abondance des paramètres variables.

Israël, en pleine crise politique, n'est pas sûr de son union sacrée en cas de guerre. La Syrie risque de voir les vivres de son armée coupés par Ryad, elle est minée par une opposition islamique intérieure et incertaine quant à l'attitude de son voisin l'Irak, auquel elle a préféré la cause de la Révolution iranienne. Mais l'Irak, d'autre part, représente une menace atomique aux yeux des Israéliens... L'Egypte, la Jordanie,

l'Arabie Saoudite réagiraient —mais dans quelle mesure? — à une agression israélienne; mais il n'est pas dit qu'elles soutiendraient une agression syrienne. Et les deux Super-Grands sont aussi embarrassés. Washington parce que sa préoccupation majeure est le Golfe, non la Bekaa; Moscou parce qu'il a, révérence parler, de lourdes casseroles au derrière: l'Afghanistan, la Pologne, l'Indochine.

*

* *

Certes, l'URSS est parée à toute éventualité militaire du côté polonais; elle peut soutenir longuement son entreprise afghane devant une résistance qui lui fait la vie amère; elle tient en respect une Chine qui ne peut encore envisager qu'une guerre défensive. Mais enfin, les abcès sont là. Et ils contrarient, sinon une stratégie qui tend obstinément vers la puissance irréversible, sur les océans comme dans le domaine nucléaire ou dans l'espace terrestre européen, du moins une politique qui, pour décourager l'effort entrepris par les Occidentaux au bénéfice de leur sécurité et du rétablissement de l'équilibre des forces militaires, utilise parallèlement la menace du châtement et la nostalgie de ce qu'on appela improprement la détente.

Devant cette double manœuvre, les Occidentaux cherchent à conjuguer la détermination et la conciliation. Les récentes recommandations de l'OTAN, favorable à la négociation sur les armes nucléaires «de théâtre», mais ferme sur l'exécution du programme d'implantation des «Pershing 2» et des «Cruise» en Europe, en riposte à celle des SS-20 soviétiques, et libérale envers les membres de l'Alliance qui auraient à défendre leur cause hors du périmètre d'action délimité par le Pacte atlantique, sont significatives de ce comportement. Concrètement, on voit les Etats-Unis, sous l'impulsion du président Reagan, résolus à reconstituer leur force militaire. Pour eux, c'est du temps qu'il faut d'abord gagner. Qu'ils s'agisse de l'attribution de missiles nucléaires continentaux à l'Europe, de l'édification de la force conjointe de déploiement rapide, de la fourniture d'avions détecteurs AWACS à l'Arabie Saoudite ou encore de l'accroissement du nombre des groupements aéro-navals à base de porte-avions, les délais de réalisation sont de trois à cinq ans.

Pour les principales puissances européennes, la plaie est d'argent, peut-être de volonté. Le gouvernement britannique a en chantier un courageux programme qui devrait lui permettre d'améliorer l'armement de ses forces terrestres, de doter la *Royal Navy* de nouveaux bâtiments et de nouveaux systèmes d'armes, et surtout d'accroître son potentiel de dissuasion nucléaire; mais il n'est pas certain que les moyens budgétaires seront à la mesure de ces projets. Le ministre allemand de la Défense ne sait pas s'il pourra payer ses avions *Tornado* et le carburant nécessaire aux formations blindées de la *Bundeswehr*. En France, le président Mitterrand hérite d'un programme de rajeunissement et de développement de la force nucléaire en bonne voie, et la position marginale adoptée depuis de Gaulle par rapport à l'OTAN peut lui permettre de faire l'économie de «revisions déchirantes» sans déroger à ses principes. Mais il se pourrait qu'une doctrine militaire plus étroitement axée sur la défense territoriale et une politique étrangère moins pénétrée des responsabilités extérieures de la République sur le plan stratégique modifient quelque peu la situation, comme il est vraisemblable aussi que les futurs budgets français feront une part plus avare aux besoins des armées.

*

* *

Pour en revenir aux conflits en cours, on constatera qu'ils ont peu évolué ces trois derniers mois. Iraniens et Irakiens ont pris des initiatives sporadiques, mais sans lendemain. En Afghanistan, la résistance a démontré à Kandahar, qu'elle ne subissait pas l'usure prédite par certains observateurs, puisqu'elle a contraint les Soviétiques à réagir avec de gros moyens blindés et aériens. Mais cela n'a pas modifié l'image d'une situation stratégique dans laquelle l'envahisseur, faute de maîtriser complètement le pays, paraît se satisfaire d'en dominer, à toutes fins utiles, les points vitaux, les voies de grande communication et les débouchés. En Afrique, le colonel Kadhafi n'a pas poussé, comme on pouvait l'imaginer, l'avantage acquis au Tchad, où il semble que ses alliés locaux, désunis et, en partie au moins, désireux de rester indéfiniment sous la coupe de Tripoli, ont fait apparaître le terrain décidément trop mouvant. D'autre part, le soutien que le chef libyen donne avec

constance au Front Polisario du Sahara occidental, s'il permet à celui-ci de poursuivre ses coups de main contre les positions marocaines, n'a pas entraîné l'Algérie et la Mauritanie dans le mariage collectif que leur proposait Kadhafi.

A vues humaines, on n'aperçoit pas le terme des secousses qui ébranlent l'arc islamique, de l'Asie centrale au rivage atlantique. Les grandes puissances ont toujours l'ambition et la prétention de «gérer les crises». Elles n'y parviennent pas. Quelles que soient les causes de cette carence, le fait est qu'il n'y a plus au monde de gendarme dont la crainte inspire un commencement de sagesse.

J.-J. C.

Le combat pour la paix n'a rien à voir avec le pacifisme à la socialiste.

PRAVDA